

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40012 MONT-DE-MARSAN
Références : DREAL/2025D/81
Code AIOT : 0005206117

Mont-de-Marsan, le 31 décembre 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12 décembre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OTECH 40

1406 rue de la Ferme Larrouquère
40000 Mont-de-Marsan

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 décembre 2024 de l'établissement exploité par la société OTECH 40 et implanté au 1406 rue de la Ferme Larrouquère sur la commune de Mont-de-Marsan. L'inspection a été annoncée le 29 novembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

OTECH 40
1406 rue de la Ferme Larrouquère - 40000 Mont-de-Marsan
Code AIOT : 0005206117
Régime : Déclaration avec contrôle périodique
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

L'usine OTECH SAS s'est implantée dans les années 1980 sur la commune de Puyoô (64) et fait partie du Groupe IRRIMEC. Elle est spécialisée dans le domaine de l'irrigation agricole, le forage et l'arrosage.

En 1997, une filiale OTECH 40 est créée à Mont-de-Marsan. Toujours sur Mont-de-Marsan, l'établissement déménage en 2007. L'usinage des pièces est réalisé à l'usine de Puyoô, l'établissement de Mont-de-Marsan n'est qu'un dépositaire. Il bénéficie d'un récépissé de déclaration au titre de la rubrique 2560 (travail mécanique des métaux).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Puissance de l'ensemble des machines	Code de l'environnement Annexe à l'article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 27/07/2015 Annexe I - Article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/07/2015 Annexe I - Article 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/07/2015 Annexe I - Article 4.2	Demande d'action corrective	2 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 27/07/2015 Annexe I - Article 2.11	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/07/2015 Annexe I - Article 7.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté et demandé à l'exploitant :

- de réaliser et de tenir à jour un tableau avec la puissance en kW de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement des installations de l'établissement ;
- de présenter à l'inspection la preuve du dépôt de la déclaration ICPE ;
- de faire réaliser et d'apposer les plans d'évacuation, d'intervention ainsi que le plan de recensement des zones de dangers (TGBT, entreposage de produits chimiques, huiles...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Puissance de l'ensemble des machines

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités
Prescription contrôlée : <i>Rubrique 2560.2 - Travail mécanique des métaux et alliages</i> La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation est supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW (DC).
Constats : L'exploitant a présenté la facture de son fournisseur d'électricité « Primeo Energie » n° PEF-F0320000 du 20/11/2024. La puissance souscrite affichée sur la facture est de 60 kVA. Toutefois, il est remarqué lors de la visite du site que l'exploitant n'atteint pas la puissance minimum pour entrer dans le classement ICPE de la rubrique 2560 au vu du nombre des machines et des puissances observées. Afin de ne prendre en compte que les équipements concourant au fonctionnement de l'installation de travail mécanique des métaux, il est demandé à l'exploitant de fournir un tableau des équipements avec la puissance maximum des machines.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de fournir un tableau des équipements avec la puissance maximum des machines. S'il s'avère que le seuil du régime de la déclaration de la rubrique 2560 relatif à la puissance électrique de l'ensemble des machines n'est pas atteint et ne peut pas être techniquement atteint, il est demandé à l'exploitant de procéder à la cessation d'activité conformément à l'article 1.7 de l'AM du 27/07/2015 afin de ne plus relever de la réglementation ICPE (CERFA 15275*04 accessible en ligne sur https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R39946).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, Annexe I - Article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement.

Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme *Objet du contrôle*, éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe, après la mention *Objet du contrôle*. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention *Le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure*.

L'exploitant conserve le **rapport de visite que l'organisme agréé** lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

Constats :

Le jour de l'inspection, le rapport de contrôle vérifiant la conformité des dispositions de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 de l'installation par un organisme agréé sur le contenu des mentions « Objet du contrôle » n'a pu être présenté à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Si l'établissement relève de la réglementation ICPE (cf. point de contrôle n° 1), l'exploitant passe commande auprès d'un organisme agréé pour réaliser le contrôle périodique prévu à l'article R. 512-58 du Code de l'environnement et en informe l'inspection.

L'exploitant transmet, dès réception, à l'inspection le rapport établi par l'organisme de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, Annexe I - Article 1.4

Thème(s) : Situation administrative, Dossier installation classée

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de déclaration,
- les plans tenus à jour,
- [...]
- les documents prévus aux points :
 - 1.1.2 (rapport de visite de l'organisme agréé, actions correctives et dates de mise en œuvre en cas de non-conformités),
 - 2.4.1 (document d'attestation de propriété de réaction au feu), **Non applicable avant 2016 Annexe III de l'AM** référencé,
 - 2.4.2 (document d'attestation de propriété de résistance au feu), **Non applicable avant 2016 Annexe III de l'AM** référencé,
 - [...]
 - 2.7 (rapport de contrôle des installations électriques),
 - 3.5 (plan et état des stockages de produits dangereux)
 - [...]
- les dispositions prévues en cas de sinistre.

Constats :

- *présence de « la preuve de dépôt de la déclaration »*

L'exploitant ne dispose pas de sa preuve de dépôt de dossier ICPE. Il semblerait que la déclaration ICPE soit rattachée à l'usine de Puyôd.

- *vérification de la puissance installée maximale au regard de la puissance installée déclarée*

L'exploitant a présenté la facture de son fournisseur d'électricité « Primeo Energie » n° PEF-F0320000 du 2011/2024. La puissance souscrite inscrite sur la facture est de 60 kVA.

- *vérification que la puissance installée maximale est inférieure au seuil supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du Code de l'environnement*
L'exploitant ne dispose pas de tableau recensent les machines avec les puissances en kW.
- *présence des prescriptions générales*
L'exploitant ne dispose pas des prescriptions générales notamment de l'AM du 27/07/2015. Un lien lui a été présenté afin de le télécharger et de le joindre au dossier de classement ICPE.
- *présence des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation, s'il y en a*
Non applicable, l'exploitant ne dispose pas d'arrêté préfectoral concernant l'installation.
- *présence de plans tenus à jour*
L'exploitant a présenté en séance un plan des réseaux électriques et des eaux. Le plan est à jour et il a été réalisé par l'entreprise Routière SETRA en date du 04/12/2007.
L'établissement ne dispose pas de plan avec la description des dangers pour chaque local.
Il manque également les plans d'évacuation et d'intervention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter son dossier avec le récépissé de la déclaration ICPE et de le communiquer à l'inspection des installations.

Il est demandé à l'exploitant de fournir un tableau des équipements avec la puissance maximum des machines.

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place le plan des dangers, de réaliser et d'afficher les plans d'évacuation et d'intervention dans l'établissement, puis de joindre une copie des documents au dossier de classement ICPE. Il est demandé à l'exploitant de justifier l'existence de ces plans auprès de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, Annexe I - Article 2.11

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs d'obturation

Prescription contrôlée :

Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

Constats :

- présence de dispositifs d'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport ;
- présence de la consigne définissant les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

L'établissement à une existence antérieure à 2016. L'article 2.11 de l'AM du 27/07/2015, signifié à l'annexe III, ne s'applique pas à l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, Annexe I - Article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, en particulier pour toutes les zones contenant des métaux inflammables ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

- *présence des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) (au moins un) et des extincteurs (au moins un)*
L'établissement dispose, en plus de son parc d'extincteurs, d'un poteau incendie sur la voie publique (référéncé n° 200) situé à l'angle de la rue de la Ferme Larrouquère et de la rue du Général Moinier.
- *implantation des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) et des extincteurs*
L'exploitant ne dispose pas de plan d'implantation de ces moyens d'intervention.
- *présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours*
L'établissement dispose de téléphones fixes et portables. Des affiches de consignes incendie avec les n° de secours et d'interventions sont placardées sur les murs de l'établissement.
- *présence de plans de locaux, avec description des dangers associés*
L'exploitant a présenté un plan des locaux avec la dénomination de chaque pièce. Toutefois, la description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie n'a pu être présentée à l'inspection.
- *justification de la vérification annuelle de ces matériels*
L'exploitant a présenté le compte rendu Q4 réalisé par CHRONO-FEU sous le n° 365/05/04-285 du 21/02/2024. Dans le compte rendu, il est mentionné que l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.
Il a également été présenté la page du registre de sécurité avec la vérification annuelle des extincteurs sous le bon de visite n° BV N°23401100196 en date du 02/02/2024.
Il est rappelé à l'exploitant que les vérifications des équipements sont annuelles (réf. Art.4.2 de l'AM 27/07/2015).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de la mairie ou du SDIS local afin de disposer du rapport d'entretien et de vérification débit/pression et de le justifier à l'inspection.

Il est demandé à l'exploitant de réaliser et d'installer des plans d'évacuation et d'intervention avec l'implantation du poteau incendie, puis de justifier leur affichage auprès de l'inspection.

Il est demandé à l'exploitant de réaliser un plan de l'établissement avec la description des dangers pour chaque local, puis de le justifier auprès de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, Annexe I - Article 7.3

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).

En particulier, les copeaux d'usinage ou tout déchet d'usinage souillé sont stockés à l'abri des eaux météoriques et sur rétention ou sur tout autre moyen équivalent permettant la récupération des égouttures.

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 1 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.

Constats :**- respect des conditions d'entreposage**

L'exploitant dispose de bennes pour entreposer ses déchets (carton, plastique et bois). Une rotation périodique des bennes est effectuée avec le prestataire.

- présence d'un moyen permettant la récupération des égouttures

L'exploitant dispose d'un container avec des cuvettes de rétention à l'intérieur pour entreposer ses huiles. Ce container est fermé à clé tous les soirs.

- respect de la quantité de déchets présents sur le site

L'exploitant ne dispose pas d'une quantité importante de déchet. Des rotations mensuelles sont réalisées avec le prestataire de service. Si besoin, dans la mesure où les bennes seraient pleines, un appel auprès du prestataire peut être effectué pour un retrait rapide.

Il est à noter que le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté de copeaux d'usinage, ni de déchet d'usinage souillé.

Type de suites proposées : Sans suite